

Délibération n° 2017-04-06/08

Objet : Attribution de la subvention de fonctionnement aux caisses des écoles – Exercice 2017

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 6 AVRIL 2017**

L'an deux mille dix-sept, le six avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 31 mars 2017, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre - M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - B. Rodriguez - S. Riscal - A. Conesa - F. Boyer - J.M Leindeckers B. Deltour - G. Della Ragione - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - B. Lledo - I. Gianiel

Absents représentés : J. Taverne excusée pouvoir à X. Mirault - C. Moreteau excusée pouvoir B. Rodriguez - G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M Malek - R. Casas Mateu excusé pouvoir à F. Bertouy- C. Germain excusée pouvoir à C. Prost - S. Waselynck excusé pouvoir à A. Jamet.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

La commune procède chaque année parallèlement au vote du budget, à l'attribution de la subvention de fonctionnement aux caisses des écoles.

Les dépenses relatives aux cadeaux de Noël sont incluses dans les subventions attribuées aux écoles maternelles.

Les propositions de subventions sont les suivantes :

ECOLE MATERNELLE LA GUETTE	2 500,00 €
ECOLE MATERNELLE FONT MARTIN	2 500,00 €
ECOLE ELEMENTAIRE LA GUETTE	1 750,00 €
ECOLE ELEMENTAIRE FONT MARTIN	1 750,00 €



Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ✦ approuver l'attribution des subventions aux caisses des écoles pour 2017, telle que proposées ci-dessus
- ✦ dire que les dépenses sont inscrites à l'article 657361 du budget primitif 2017 de la Commune.
- ✦ dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 6 avril 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO

